

documents nécessaires pour la session en cours sont maintenant disponibles, à l'exception du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa trente-troisième session.

6. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter l'ordre du jour provisoire tel qu'il figure dans le document E/5917.

*L'ordre du jour de la soixante-deuxième session (E/5917) est adopté.*

7. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil), se référant au programme de travail pour la deuxième semaine de la session, dit qu'il serait préférable que le Comité économique examine les questions relatives à la population après le point 7, plutôt qu'avant, comme prévu dans le document E/L.1755.

8. M. BENHOCINE (Algérie) note que, selon le programme de travail contenu dans le document E/L.1755, le point 3 doit être examiné par le Conseil pendant la deuxième semaine de la session, au moment où le Comité social examinera les points 10 et 14. En conséquence, pour permettre aux petites délégations de participer pleinement aux délibérations du Comité social et du Conseil, il propose que les points 10 et 14 soient examinés soit pendant la première, soit pendant la troisième semaine de la session. Le Comité social pourrait également être prié d'organiser ses travaux de manière à se réunir aussi peu souvent que possible pendant la deuxième semaine.

9. M. HERRERA VEGAS (Argentine) appuie la proposition du représentant de l'Algérie.

10. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que, en raison des installations limitées dont on dispose, le Comité social et le Conseil ne pourront pas se réunir en même temps. Leurs séances ne risquent donc pas d'avoir lieu au même moment.

11. M. EHSASSI (Iran) dit qu'un certain nombre de documents relatifs au point 11 n'ayant été publiés que très récemment, ce point devrait être examiné après les points 10 et 14, de manière à donner aux délégations suffisamment de temps pour étudier les documents en question.

12. Le PRESIDENT dit que les comités eux-mêmes discuteront de l'organisation de leurs travaux.

13. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba) indique que, pendant la discussion du point 11, la délégation cubaine sera composée de personnes venues tout exprès de la Havane. En conséquence, il ne s'oppose pas à la suggestion du représentant de l'Iran, mais il estime que chacun des comités devrait avoir la possibilité d'arrêter son propre calendrier.

14. M. MARSHALL (Royaume-Uni) souscrit aux vues du représentant de l'Union soviétique en ce qui concerne le problème de la documentation. Il suggère que le Conseil examine la question en étudiant l'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session.

15. Se référant à l'organisation des travaux de la présente session, le représentant du Royaume-Uni estime que la meilleure chose à faire serait peut-être d'adopter le programme tel qu'il est proposé dans le document E/L.1755. Un certain nombre de gouvernements qui se proposent d'envoyer des experts aux délibérations du Conseil s'organisent en fonction de ce programme et tout changement risquerait de créer des problèmes. Les comités devraient avoir la possibilité d'arrêter leur propre programme de travail.

16. M. BRUCE (Canada) dit que si le Conseil examine la question de la documentation à la fin de la présente session, le Secrétariat pourrait peut-être lui faire gagner du temps en préparant un bref exposé de la situation dans ce domaine.

17. Le PRESIDENT indique que le Bureau et le Secrétariat s'occuperont de cette question. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter le programme de travail proposé dans le document E/L.1755, étant bien entendu que le détail des programmes de travail des comités économique et social devra être arrêté par ces comités eux-mêmes.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 11 h 25.*

## 2047<sup>e</sup> séance

Mardi 19 avril 1977, à 10 h 55.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2047

### Déclaration du représentant des États-Unis d'Amérique

1. M. YOUNG (Etats-Unis d'Amérique) souligne l'importance que le gouvernement de son pays attache aux travaux du Conseil économique et social et remarque que la tâche primordiale qui incombe à cet organe est d'améliorer la qualité de la vie de l'homme, sous tous ses aspects. Pour que l'action du Conseil soit satisfaisante, il faut que tous ses

membres établissent un programme commun de lutte contre les souffrances humaines qu'il est en leur pouvoir de supprimer ou d'atténuer; attaquent les ennemis communs de l'humanité au lieu de s'égayer dans des accusations et des polémiques; s'appliquent à la solution des problèmes plutôt qu'à des discussions idéologiques; travaillent à réaliser un consensus effectif procédant du respect des obligations fondamentales déjà contractées dans la Charte des Nations

Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux d'une grande importance.

2. C'est parce que le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis se préoccupent tout particulièrement des problèmes dont est saisi le Conseil que M. Young se sent dans l'obligation de signaler ce qu'il interprète comme une certaine impatience de la part de la population des Etats-Unis envers les programmes internationaux de développement ou "d'aide extérieure". Ce n'est pas que le peuple des Etats-Unis ni aucune autre nation se refusent fondamentalement à aider d'autres peuples, mais ils ont été souvent déçus du fait que leurs efforts n'aient pas abouti à une amélioration appréciable du sort des pauvres de ce monde où à la libération des opprimés. Nul ne peut douter de l'idéalisme ni de la générosité du peuple des Etats-Unis alors qu'en 10 ans, de 1969 à 1978, les Etats-Unis auront livré pour plus de 10 milliards de dollars de vivres. On a souvent demandé, cependant, pourquoi les pauvres d'une nation riche doivent payer des impôts pour aider les riches d'une nation pauvre. Si le peuple des Etats-Unis n'est pas satisfait des programmes de développement international, c'est en grande partie parce que l'aide a revêtu un caractère militaire plutôt qu'économique et social et a servi à soutenir des régimes répressifs. Pour que le peuple conserve son appui aux programmes de développement économique et social et aux programmes de défense des droits de l'homme, les responsables doivent pouvoir en démontrer l'efficacité, prouver qu'ils apportent réellement un soulagement aux affamés, aux pauvres, aux opprimés, aux torturés et aux sans foyer.

3. Dans l'espoir qu'on pourra parvenir à un consensus pour lutter contre les ennemis de tous les peuples, M. Young croit utile de faire quelques observations générales et suggestions concrètes à propos du déroulement des travaux de la session.

4. Il est certaines vérités qu'on ne répétera jamais trop, notamment que l'homme naît pour être libre; tout ce que fait le Conseil économique et social doit tendre au bien-être des êtres humains, sans distinction de race, de religion, de sexe, d'âge ou de condition économique. Cette vérité vaut pour tous les pays, qu'ils soient ou non membres de l'Organisation des Nations Unies, car il s'agit d'un concept inhérent à la condition humaine. Il est dans la nature de l'homme de lutter pour la dignité et la justice, d'aspirer à la liberté et de vivre en communauté.

5. Il appartient aux fonctionnaires, en particulier à ceux du groupe dirigeant de tous les pays, de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que ces objectifs communs de l'humanité soient atteints. A ce propos, M. Young cite le nouveau Premier Ministre de l'Inde, M. Desai, qui a déclaré récemment à New Delhi, lors d'une réunion de pays non alignés, que le développement doit avoir non seulement un contenu matériel mais aussi une base morale et spirituelle, qui ne pourra exister que si les peuples ne connaissent ni le besoin ni la crainte.

6. Les paroles de l'homme d'Etat indien ne signifient pas que toutes nos sociétés doivent être parfaites, car aucun système ni aucune richesse ne peuvent instaurer la justice absolue. Mais il y a tout de même des faits absolument

inacceptables : que les élites dirigeantes ne fassent pas tout le nécessaire pour satisfaire les besoins fondamentaux de l'homme, vaincre la faim et la malnutrition, qu'elles se servent du pouvoir pour se livrer à la répression ou tolèrent que des actes de cruauté soient commis par des fonctionnaires subalternes.

7. On reproche généralement aux démocraties occidentales d'accorder la plus haute priorité aux droits politiques sans se préoccuper assez des droits économiques et sociaux. Pour prouver que tel n'est pas le cas, le représentant des Etats-Unis rappelle un document important dans l'histoire de son pays, le message que le président Roosevelt a adressé au Congrès en 1941, évoquant un monde dans lequel tous les habitants de tous les pays jouiraient de la liberté d'expression et de culte et ne connaîtraient ni la peur ni le besoin. Le gouvernement actuel des Etats-Unis confirme son adhésion à ces idéaux, adhésion qui s'est manifestée au cours des 30 dernières années par sa participation à toute une série de programmes de développement économique.

8. Les responsables politiques des Etats-Unis ne perdront jamais de vue le caractère indissociable de ces libertés humaines et le nom même du Conseil implique clairement qu'il doit en être de même en son sein.

9. Le développement ne peut se mesurer au produit national brut et l'éclat des succès matériels est terni s'il va de pair avec la crainte de la répression politique ou l'incertitude de la subsistance.

10. Les problèmes de la faim, de la torture et du racisme peuvent être abordés au Conseil économique et social avec de bonnes chances d'unanimité et de succès.

11. Pour ce qui est du premier de ces problèmes, 400 millions d'êtres humains — soit 15 p. 100 de la population mondiale — souffrent de la faim et bien d'autres ne reçoivent qu'une ration alimentaire minimale. Cette situation n'est pas simplement le résultat de manoeuvres internationales, ainsi que l'affirment certains, mais la conséquence d'une conception erronée du développement et de la croissance, qui en particulier ne tient aucun compte des besoins des populations morales. Ainsi en va-t-il de millions d'Américains qui ont abandonné leurs fermes pour chercher fortune dans les villes, où leurs espérances ont été déçues. Si les pays en développement peuvent tirer une leçon des erreurs des autres, ils adapteront leur système de production à leurs propres conditions climatiques et géographiques et à leurs ressources humaines.

12. La communauté internationale peut et doit faire beaucoup dans ce domaine; les pays qui disposent d'un excédent de vivres peuvent fournir une aide alimentaire; les Etats-Unis d'Amérique pour leur part et d'autres pays dotés des moyens financiers nécessaires appuieront, par l'intermédiaire du Fonds international de développement agricole, les efforts que font les pays les plus pauvres pour augmenter leur production. En outre, on doit s'efforcer d'atteindre l'objectif fixé à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, à savoir réduire de moitié les pertes de denrées alimentaires dues à l'insuffisance des moyens de stockage. D'autre part, il est nécessaire de constituer, au niveau national, des réserves mondiales de céréales, afin de garantir les besoins alimentaires de base. Il faut également

mettre au point des techniques et des systèmes qui tiennent compte des relations entre la production alimentaire, les ressources disponibles et l'environnement ainsi que de nouveaux systèmes qui ne reposent pas exclusivement sur des produits devenus coûteux, et mieux se préparer à faire face aux catastrophes naturelles. L'initiative française qui a abouti à la création du "Club des amis du Sahel" offre un bon exemple à cet égard.

13. Tant que la population mondiale ne sera pas entièrement à l'abri du besoin, tout ce qu'on pourra dire sur le "développement économique" et "les droits de l'homme" n'aura guère de sens; mais on ne saurait non plus aborder le problème de la faim sans rappeler que la justice est l'objectif de la société humaine. On peut bien s'efforcer d'augmenter la production alimentaire, ces efforts n'aboutiront que si tous les pays se rendent compte des problèmes qu'engendre une répartition inéquitable des terres et des revenus. Sans justice, il ne peut y avoir de véritable stabilité et aucune stabilité sociale ne pourra s'instaurer tant que certains continueront de souffrir de la faim. Ce problème demeure le cœur de notre époque et l'écart croissant entre une minorité riche et une majorité pauvre ne fait que l'aggraver: alors que, pour certains, la famine est une menace bien réelle, de petits groupes, dans toutes les régions du monde, vivent dans le luxe et le gaspillage. Les affamés se taisent mais ils ne sont ni aveugles ni sourds et le Conseil économique et social a pour devoir à l'égard de l'humanité de rechercher de nouveaux moyens de résoudre efficacement le problème.

14. On ne saurait dissocier le développement économique du développement social. Aussi le Gouvernement des Etats-Unis appuie-t-il la recommandation de la Commission du développement social (voir E/5915, chap. I, projet de résolution X) invitant le Secrétaire général à créer un groupe de travail qui serait chargé d'étudier la meilleure manière d'intégrer les activités de développement social aux travaux de l'Organisation.

15. Quant au problème de la torture, il est déplorable au plus haut point qu'à notre époque des outrages d'une telle gravité continuent d'être perpétrés contre la personne humaine. Non seulement la torture est appliquée sous les formes les plus abominables, mais des esprits malades ont utilisé la science et la technique pour mettre au point des méthodes hautement perfectionnées d'une cruauté incroyable. Actuellement, la torture sert moins à soutirer des renseignements à des opposants acharnés qu'à intimider les masses pauvres et opprimées et à les empêcher d'exprimer leurs aspirations légitimes. C'est donc un devoir de combattre la torture à l'échelon mondial afin que ces pauvres et ces opprimés soient mieux défendus et représentés au sein des instances internationales.

16. M. Young reconnaît que, dans son propre pays, des pratiques d'intimidation, subtiles mais très puissantes, sont encore appliquées pour empêcher les pauvres, les victimes de la discrimination et les dissidents qui demandent réparation de faire entendre librement leur voix. Il précise que par "torture", il entend trois catégories de faits: la torture physique, le problème des "disparus" et les assassinats politiques, la séquestration et l'assassinat ayant fait leur apparition, en tant que pratiques d'intimidation, à la suite du récent mouvement de protestation contre la

torture. Le mot torture choque nos oreilles et le respect des convenances interdit que l'on aborde ce sujet en société. On peut se demander si ce respect des convenances n'est pas pure lâcheté ou manque de volonté face à un devoir humain fondamental.

17. Après avoir évoqué quelques-unes des méthodes tortionnaires appliquées dans diverses régions du monde, M. Young rappelle que, ces dernières années, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité des résolutions condamnant à nouveau la torture et appuyant un certain nombre de mesures de lutte. A la trentième session, l'Assemblée a adopté, dans sa résolution 3452 (XXX), la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Or, en dépit de ces déclarations retentissantes, appuyées à l'unanimité, les tortures continuent.

18. Le représentant des Etats-Unis a la conviction que, dans bien des cas, les actes de torture sont le fait d'êtres détraqués ou dévoyés, encore qu'il y en ait d'autres, plus rares il est vrai, dont l'ampleur et la persistance semblent indiquer que les gouvernements s'en servent délibérément comme moyen d'intimidation.

19. Quoi qu'il en soit, il est impératif de mettre fin à ces pratiques et de trouver le moyen d'utiliser plus efficacement les instruments juridiques qui existent déjà dans ce domaine car, de toute évidence, ce que l'on a fait jusqu'à présent ne suffit pas. Il ne s'agit nullement de contester la valeur d'instruments comme la Déclaration contre la torture, l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus ou le projet d'élaboration d'un ensemble de principes pour la protection des personnes soumises à toute forme de détention ou d'emprisonnement que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités examine actuellement. Si tous les gouvernements appliquaient ces instruments juridiques, ils contribueraient grandement à empêcher que des fonctionnaires subalternes infligent de mauvais traitements aux détenus.

20. Les moyens qui, en dernière instance, s'avèrent les plus efficaces, à savoir la publicité et la condamnation publique, n'ayant pas encore été mis pleinement en oeuvre, il convient de prendre des mesures pour exposer au grand jour les cas de torture qui constituent des violations constantes et manifestes des droits de l'homme et pour mettre à profit l'expérience des gouvernements qui ont établi des normes juridiques pour la protection des dissidents. Ce deuxième élément est important car il concerne le fond du problème. Dans certains pays, les gouvernements se sont sentis menacés par des forces subversives ou terroristes, ce qui les a conduits à se montrer moins stricts en matière de torture qu'ils ne l'auraient été en d'autres circonstances. Pourtant, nulle menace à l'existence d'un gouvernement ne peut justifier le recours à la torture, comme l'établit d'ailleurs explicitement le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. D'autre part, la torture, en tant que moyen de maintenir l'ordre public, va finalement à l'encontre du but visé car la réaction qu'elle provoque crée généralement des troubles encore plus graves; enfin, l'histoire est pleine d'exemples de gouvernements qui, faibles et sans expérience au départ, ont réussi à s'affirmer et à se maintenir sans recourir à des méthodes de ce genre.

21. Pour toutes ces raisons, il conviendrait d'envisager la création d'un groupe spécial d'experts éminents et impartiaux qui seraient mandatés par l'Organisation des Nations Unies pour enquêter sur le problème de la torture dans le monde, indiquer où elle continue d'être appliquée, dénoncer les cas les plus manifestes et montrer comment certains gouvernements ont réussi à la combattre. Par ailleurs, la délégation des Etats-Unis appuie pleinement l'initiative du Royaume-Uni tendant à ce que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités formule des directives concernant la protection des personnes détenues sous prétexte de maladie mentale.

22. Les Etats-Unis attachent la plus haute importance au renforcement des moyens dont dispose l'Organisation des Nations Unies pour protéger les droits de l'homme. Aussi, entendent-ils que tout soit fait pour mettre à profit les progrès accomplis dans ce domaine pendant les 30 dernières années, poursuivre l'application des dispositions les plus récentes, comme celles de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, et en adopter de nouvelles, notamment créer le poste de Haut Commissaire des Nations Unies pour la protection des droits de l'homme. De même, il faut renforcer l'efficacité de la Commission des droits de l'homme, ce qui exige que tous les pays lui apportent un concours accru.

23. Abordant les problèmes du racisme et de la discrimination raciale, le représentant des Etats-Unis signale que son pays a, dans ce domaine, une responsabilité très particulière. Ce problème s'y posant de longue date, les Etats-Unis se sentent dans l'obligation d'appuyer la lutte qui se poursuit dans le monde entier. C'est pourquoi le Président des Etats-Unis a demandé récemment la ratification de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Cela étant, il faut reconnaître qu'aux Etats-Unis la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui conserve d'ailleurs un caractère d'actualité, a été, en général, menée ouvertement et avec efficacité de sorte que la violence a été réduite au minimum. A cet égard, l'expérience américaine est riche en enseignements dont le reste du monde pourrait faire son profit. Les Etats-Unis doivent certes s'efforcer encore de reconnaître la valeur de la diversité et renoncer au conformisme et à l'uniformité. Cela dit, peut-être aucun pays du monde n'a-t-il autant progressé dans la lutte contre le racisme.

24. Ce qu'il faut actuellement, c'est s'employer de façon constante, novatrice et concertée à assurer le respect de la dignité humaine et la justice sociale pour tous, avec toutes les difficultés que cela suppose. Toutes les délégations ont le devoir de faire en sorte que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle primordial à cet égard et les questions auxquelles M. Young vient d'attribuer la priorité peuvent constituer la base d'un nouveau consensus à partir duquel on pourra progresser dans la tâche difficile qui consiste à créer un monde de justice et de liberté, autrement dit, transformer un rêve en réalité. Le Conseil économique et social est l'une des institutions qui se prêtent le mieux à la formulation, à l'affirmation et à l'application de ce consensus. On peut en effet espérer que, s'agissant de combattre la faim, la torture et le racisme, les rivalités et les conflits politiques ne viendront pas le compromettre. L'affronte-

ment politique est parfois une réalité incontestable et l'équilibre des forces est peut-être une condition indispensable de l'avènement de la justice et de la paix mais celui-ci, en retour, conditionne l'instauration de tout ordre mondial authentique. C'est pourquoi tout affrontement politique au sein du Conseil économique et social serait vain et contraire au but visé. Le Conseil doit mettre toutes ses forces au service de la lutte contre les ennemis de l'humanité tout entière.

## POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

### Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (*suite*) [E/L.1756 et Add.1]

25. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) attire l'attention sur les propositions concernant les modifications au calendrier des réunions pour le reste de 1977. Il précise que la réunion d'organisation du Comité du programme et de la coordination est prévue pour le 9 mai. Les incidences financières de la décision tendant à modifier la date à laquelle se réunira le Groupe intergouvernemental de travail du code de conduite de la Commission des sociétés transnationales figurent dans le document A/AC.172/12/Add.2.

26. M. VOLOCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation ne voit pas d'objection aux modifications proposées au calendrier des réunions pour 1977, sous réserve que, dans tous les cas, la documentation nécessaire soit disponible en temps voulu. Il précise également que, si l'on met aux voix la question des incidences administratives et financières de la reprise de la session du Groupe de travail intergouvernemental spécial chargé d'étudier le problème des pratiques de corruption, sa délégation s'abstiendra.

27. Le PRESIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil accepte les modifications au calendrier des réunions pour le reste de 1977, proposées dans le document E/L.1756 et Add.1.

*Il en est ainsi décidé [décision 213 (LXII)].*

28. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) se référant à l'ordre du jour provisoire de la cinquième session du Comité des ressources naturelles (E/C.7/63), rappelle que le Secrétaire général, conformément à l'article 9 du règlement intérieur, est tenu d'élaborer l'ordre du jour provisoire du Conseil et de ses comités permanents. La pratique suivie en ce qui concerne le Comité des ressources naturelles veut que son bureau soit consulté.

29. Se fondant sur un avis du Service juridique, le Secrétariat a informé le bureau du Comité des ressources naturelles que, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution 1979 (LIX) du Conseil, celui-ci avait seulement habilité le Comité à collaborer avec le Secrétaire général à la préparation et à l'organisation de la Conférence des Nations Unies sur l'eau. S'il avait jugé opportun ou nécessaire que celle-ci lui présente son rapport par l'intermédiaire du Comité, il aurait sans doute inclus une disposition expresse en ce sens dans sa résolution. Les décisions de la Conférence sur l'eau sont en fait des recommandations à l'intention du Conseil, qui est l'organe

chargé de les examiner. En conséquence, un état des incidences financières, qui n'a pas été présenté à la Conférence, sera certainement à la disposition du Conseil lorsqu'il examinera les recommandations de celle-ci à sa soixante-troisième session.

30. Cependant, le Secrétariat a cru également comprendre qu'il n'y aurait aucun obstacle d'ordre juridique à ce que le Comité des ressources naturelles soit informé, par une déclaration du Secrétaire général de la Conférence, des conclusions de cette dernière, ce qui ne limiterait en aucune façon ni les attributions ni la liberté d'action du Conseil lors de l'examen du rapport de la Conférence.

31. La Conférence a adopté par la suite une décision dans laquelle elle a demandé au Comité des ressources naturelles d'examiner, à sa cinquième session, des propositions spécifiques qui lui avaient été présentées par le CAC et de soumettre ensuite ses recommandations au Conseil lors de sa soixante-troisième session.

32. Dans ces conditions, le Conseil souhaitera sans doute prendre note du fait que, conformément aux indications données par le bureau du Comité des ressources naturelles, la question de la Conférence sur l'eau figurera à l'ordre du jour provisoire de la cinquième session de ce dernier; le Conseil voudra aussi sans doute préciser que, compte tenu de la nature des décisions de la Conférence, ce point ne sera inclus que pour permettre au Comité d'être saisi des renseignements donnés par le Secrétaire général de la Conférence sur les résultats de celle-ci et d'examiner la demande concrète qu'elle lui a adressée au sujet de la proposition du CAC relative aux questions d'organisation.

33. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) croit comprendre que le Conseil peut prendre note de l'inscription à l'ordre du jour provisoire de la cinquième session du Comité des ressources naturelles d'un point relatif à la Conférence sur l'eau, étant entendu toutefois que la liberté d'action du Comité, qui pourra examiner les délibérations de la Conférence, ne sera pas indûment restreinte. Le Comité des ressources naturelles est l'organe subsidiaire du Conseil habilité à connaître de la question et deux années seraient perdues si le Conseil attendait jusqu'à sa soixante-troisième session pour examiner à fond les conclusions de la Conférence et les communiquer ensuite au Comité.

34. M. MARSHALL (Royaume-Uni) et M. VOLOCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuient le point de vue du représentant de la République fédérale d'Allemagne.

35. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) ne peut accepter la position de la délégation de la République fédérale d'Allemagne. A son avis, le Conseil étant seul compétent pour examiner les recommandations de la Conférence, le Comité des ressources naturelles, s'il en délibérait, loin de résoudre les problèmes, en créerait au contraire pour le Conseil lorsqu'il examinerait la question à sa soixante-troisième session.

36. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que l'avis du Service juridique visait uniquement à préciser les attributions du Comité des ressources naturelles en ce qui concerne l'adoption des recommandations de la Conférence sur l'eau. C'est uniquement au Conseil économique et social

qu'il revient d'approuver ces recommandations. Il faut signaler en outre que le rapport complet de la Conférence ne sera pas terminé à temps pour pouvoir être présenté à sa cinquième session au Comité des ressources naturelles, qui recevra donc une version provisoire des recommandations.

37. M. PETRELLA (Argentine) se demande s'il ne serait pas possible de reporter le débat sur cette question, qui n'était pas prévu à la session en cours, jusqu'à ce que toutes les délégations l'aient étudiée et puissent prendre une décision au sujet des propositions qui ont été présentées.

38. Le PRESIDENT suggère que la proposition de la délégation argentine soit acceptée.

*Il en est ainsi décidé.*

39. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit qu'en ce qui concerne le point 4 de l'ordre du jour, à savoir la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, le Conseil a décidé d'examiner quatre questions précises, à savoir : a) les accords entre l'ONU et les institutions spécialisées; b) les attributions des organes subsidiaires du Conseil; c) le règlement intérieur des commissions techniques du Conseil; et d) les procédures suivies pour confirmer la nomination de représentants aux commissions techniques, question soulevée par le représentant de la France, qui a été traitée dans un rapport du Secrétariat, (E/5923). En outre, le Conseil a décidé d'examiner dans ce cadre la question de la documentation. La question de l'examen du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil ayant pris un caractère urgent du fait que leur règlement intérieur actuel ne correspond pas tout à fait à celui du Conseil, M. Cordovez propose que le Conseil examine en premier lieu cette question et qu'à cette fin le vendredi 22 avril soit fixé comme date limite pour permettre aux délégations de présenter par écrit des amendements au projet de règlement intérieur provisoire (E/5899).

40. Le PRESIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil convient de fixer le 22 avril comme date limite pour l'introduction des amendements écrits au projet de règlement intérieur provisoire (E/5899), sans préjudice de tous autres amendements que les délégations pourront présenter au cours du débat sur la question.

*Il en est ainsi décidé.*

### POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5920, E/5921, E/5922 et Corr.1)

41. Le PRESIDENT propose que la liste des orateurs souhaitant intervenir dans le débat général sur cette question soit close le mercredi 20 avril à 18 heures.

*Il en est ainsi décidé.*

42. M. BROAD (Royaume-Uni) tient à formuler, au nom des délégations de la République fédérale d'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni, quelques observations sur le rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence



mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5922 et Corr.1). En premier lieu, il tient à signaler que le chapitre premier de ce rapport, intitulé "Questions portées à l'attention du Conseil économique et social ou appelant une décision de sa part" n'a pas été présenté au Sous-Comité préparatoire pour que celui-ci l'approuve et fasse des observations à ce sujet et a probablement été établi sur l'initiative du Secrétaire général. M. Broad souligne que les délégations au nom desquelles il parle déclinent toute responsabilité quant au contenu et tiennent à se dissocier de certaines parties dudit chapitre. Il est certes commode — et elles le comprennent fort bien — d'inclure dans les rapports présentés au Conseil des chapitres où sont résumés les points qui requièrent son attention; il n'en reste pas moins que, par principe, tout chapitre de cette nature doit être préalablement présenté pour approbation à l'organe intéressé. Le Secrétariat devra à l'avenir se conformer à cette pratique dans les rapports qui seront présentés au Conseil. En deuxième lieu, il est

regrettable que le rapport contienne des erreurs et des omissions que M. Broad ne tient pas, pour le moment, à relever en détail. Cependant, il signale les réserves générales des délégations au nom desquelles il parle sur l'ensemble du document et il se réserve le droit d'intervenir le cas échéant sur tout point concret durant le débat.

43. Selon M. TEIXEIRA DA MOTTA (Portugal), appuyé par M. ORTNER (Autriche), il est possible que, faute de temps, du fait qu'il n'y ait pas eu de comptes rendus pour la session du Sous-Comité, une série d'inexactitudes se soient glissées dans le rapport, qui d'ailleurs ne reflète pas fidèlement ce qui s'est passé lors de cette session. En conséquence, la délégation portugaise pourrait ne pas y souscrire entièrement. Elle émet également des réserves sur certains passages et se réserve le droit d'y revenir de manière plus approfondie lorsqu'elle le jugera nécessaire.

*La séance est levée à 12 h 10.*

## 2048<sup>e</sup> séance

Mercredi 20 avril 1977, à 11 heures.

*Président* : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2048

### POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (*suite*)

1. Le **PRESIDENT** suggère que, eu égard aux délibérations de la séance précédente et aux consultations officieuses qui ont eu lieu depuis, le Conseil prenne note de ce qu'un point intitulé "Conférence des Nations Unies sur l'eau" sera inscrit à l'ordre du jour provisoire de la cinquième session du Comité des ressources naturelles et qu'au titre de ce point le Secrétaire général de la Conférence fera rapport au Comité sur les résultats de celle-ci.

2. M. MARSHALL (Royaume-Uni) demande s'il est exact que la Conférence sur l'eau ait prié le Comité des ressources naturelles d'examiner certaines des propositions faites à la Conférence et si les observations que le Comité pourrait formuler à leur sujet seront communiquées au Conseil lors de sa soixante-troisième session.

3. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) fait remarquer qu'en effet, dans la résolution que la Conférence sur l'eau a adoptée au sujet des arrangements institutionnels aux fins de la coopération internationale dans le secteur de l'eau, il est recommandé que les propositions touchant la coordination inter-institutions soumises à la Conférence dans le rapport du CAC et du Comité de coordination pour l'environnement soient examinées par le Comité des ressources naturelles à sa cinquième session, de manière que ses recommandations soient présentées au Conseil économique et social lors de sa soixante-troisième session pour examen et suite à donner. Il ressort très clairement de la dernière partie de ce texte que, pour la Conférence, le

Conseil est le seul organe habilité à examiner ses recommandations et à y donner suite.

4. Mlle RICHTER (Argentine) fait remarquer que le Conseil économique et social a déjà été saisi du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa quatrième session<sup>1</sup>. Ce rapport contenait l'ordre du jour provisoire de la cinquième session dans lequel figurait un point relatif à la Conférence sur l'eau. Puisque le Conseil a déjà approuvé ce rapport, on ne voit pas ce qu'il pourrait faire de plus maintenant.

5. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) fait remarquer que, lorsqu'il examine les rapports du Comité des ressources naturelles, le Conseil n'est pas censé approuver les ordres du jour qui y figurent. S'il n'a pris, jusqu'à présent, aucune décision au sujet de celui de la cinquième session du Comité des ressources naturelles, il n'a pas davantage à le faire en ce moment. Cependant, comme certains se sont demandé si l'inscription d'un point à l'ordre du jour provisoire du Comité ne soulevait pas d'obstacle juridique, le Secrétaire général souhaite que le Conseil en prenne dûment note.

6. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) déclare qu'il accepte la suggestion du Président, s'il est bien entendu que le Comité des ressources naturelles est autorisé à examiner les propositions du CAC que la Conférence sur l'eau lui a renvoyées, à faire des recommandations au Conseil au sujet de ces propositions et à examiner les délibérations de la Conférence sans pour autant outrepasser les attributions que lui confère son mandat.

<sup>1</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément no 3.